

Décembre  
2024

# Le Souffle Messin

Lettre d'information du Cercle Jean Jaurès Metz



Cercle  
Jean  
Jaurès  
Metz

*"Le courage c'est de chercher  
la vérité et de la dire"*  
Jean Jaurès

## Vie associative et éducation populaire : le temps de tous les dangers !

Les temps sont anxiogènes et l'absence d'éclaircies à l'horizon ne favorise pas un débat démocratique et citoyen apaisé. Ces moments de turbulences devraient justifier le renforcement des politiques publiques en faveur de l'éducation populaire, en accordant une attention particulière à cette dimension sociétale qui favorise le vivre ensemble et l'acceptation de l'autre comme partenaire et non comme ennemi.

Nos sociétés se fissurent entre inégalités sociales et crises, écologique et démocratique. De nombreux acteurs de la vie sociale refusent de tomber dans le piège de la résignation, mais ils n'ont pas toujours le soutien attendu de la part des pouvoirs publics. Les priorités sont ailleurs, et même si le paysage est contrasté, beaucoup d'élus limitent leurs ambitions à une démarche essentiellement clientéliste.

La situation sociale s'aggrave. De nombreuses structures associatives (Centres Sociaux, MJC, Centres Socio-Culturels), sont contraintes au grand écart entre les urgences relatives au lien social à préserver. Et les financements publics ne sont pas à la hauteur des besoins.

La fragilisation économique et l'appauvrissement progressif du tissu associatif sont une menace à prendre au sérieux.

La fragilisation n'est pas seulement économique. Elle touche le lien social, en renforçant les attitudes et le comportement de chacun pour soi, ainsi que l'individualisme, au détriment de l'action solidaire et associative. Elle produit des effets à long terme dans le comportement des acteurs sociaux, en risquant de légitimer des réponses inadaptées face aux difficultés du quotidien.

Oui, il est urgent que les politiques budgétaires de l'Etat et des collectivités territoriales soient redéfinies en conséquence.

L'augmentation substantielle des charges liée à l'inflation, les tensions sur le recrutement des métiers de l'éducation socioéducative, les augmentations de la rémunération des salariés liées aux modifications des conventions, par ailleurs justifiées pour une meilleure reconnaissance des métiers, sont des éléments cumulatifs qui impliquent un changement de braquet pour une politique de financement public à la hauteur des besoins.

**A Metz, si certains élus, y compris au sein de la majorité actuelle, semblent conscients des enjeux, la pauvreté du débat démocratique, voire son substitut fait de relations clientélistes, ne portent pas à l'optimisme pour engager les nécessaires redressements dans ce domaine**

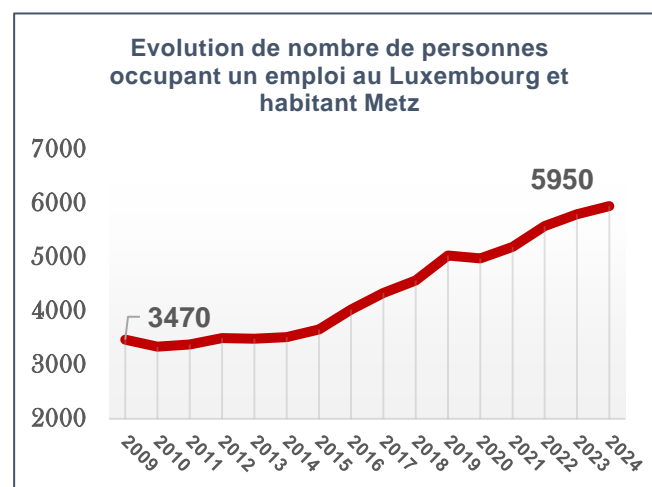
## François Grosdidier et le Luxembourg

Dans une interview donnée au journal l'Essentiel du 22 septembre 2023, François Grosdidier « s'offusque de la volonté de certains de faire payer le Grand-Duché », et affirme, en réponse à une question sur la rétrocession fiscale, que « le Luxembourg n'est pas coupable d'employer des Français. Comme si l'employeur créait un préjudice ».

Face à un tel niveau de mélange des genres et des enjeux, il n'est pas inutile de replacer la question de la rétrocession fiscale dans son contexte.

### Quel est l'enjeu de cette rétrocession fiscale ?

Selon l'observatoire des Finances et de la Gestion Publique Locale, en 2023, les collectivités locales françaises ont principalement trois contributeurs pour alimenter leurs budgets : les entreprises, les administrations publiques et les ménages. Les entreprises contribuent à 34 %, les administrations publiques à 11 % et les ménages à hauteur de 55 %. Et lorsqu'un territoire est habité par des frontaliers et perd des emplois, comme c'est le cas en Lorraine Nord qui perd 7% des emplois de 2012 à 2022, les entreprises contribuent mécaniquement moins aux services publics locaux.



### Un intérêt commun à agir au profit de la croissance et de l'emploi.

La solution, mise en place sur l'ensemble des frontières françaises, est que le pays qui lève l'impôt en rétrocède une partie. Et tout se passe très bien, puisque les deux côtés des frontières profitent des fruits du partage des richesses produites et ont, de fait, un intérêt commun à agir au profit de la croissance de l'emploi.

### François Grosdidier ne veut pas d'une rétrocession

Pourtant, si Metz et sa Métropole bénéficiaient de tels accords avec le Luxembourg, ce sont entre 15 et 20 millions d'euros qui viendraient renflouer leurs budgets chaque année.

C'est bien plus que le produit de l'augmentation des impôts que François Grosdidier impose aux habitants et entreprises messines, affaiblissant l'attractivité métropolitaine au profit de celle du Luxembourg.

### Mais François Grosdidier sait tout ça

Il sait qu'en refusant la rétrocession fiscale, il cherche à éveiller les peurs, celles des frontaliers français qui penseraient être stigmatisés par le Luxembourg, si une rétrocession fiscale était mise en place, risquant donc de perdre leurs emplois. C'est délirant, mais c'est pourtant ce qu'il dit.

Le vrai motif qui pousse François Grosdidier à créer des diversions angoissantes, est dans la phrase « s'offusque de la volonté de certains de faire payer le Grand-Duché ».

Il s'agit une nouvelle fois d'une allusion à Dominique Gros, Maire honoraire de Metz et Président de l'association Au-Delà des Frontières qui plaide pour la mise en place d'une rétrocession fiscale depuis le Luxembourg au profit de tous les Lorrains. Comme si l'ombre portée de son prédécesseur le privait de tout rayonnement, ce qui est certainement vrai et apparaît aux yeux de tous sur de nombreux autres sujets : mobilités, démocratie locale, rayonnement culturel et international, transition énergétique...

Cette manière obsessionnelle de tout faire pour s'opposer à l'ancien maire de Metz, coûte très cher aux messins.

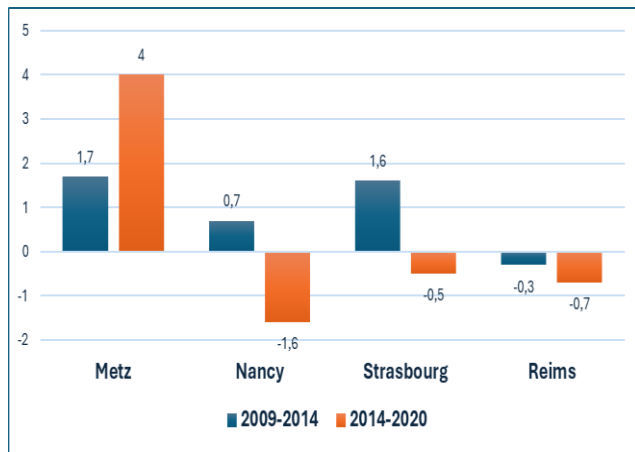
Plutôt qu'augmenter les impôts locaux, le tarif des cantines et le billet des transports, François Grosdidier ferait mieux de se battre pour obtenir du Luxembourg ce que la France a obtenu de tous ses autres pays frontaliers.

**C'est triste pour Metz, c'est irresponsable !**

## Déplacements en transports en commun pour aller travailler

L'arrivée du METTIS a transformé les habitudes de déplacement des Messins vers leur lieu de travail. Ce mode de transport, écologique et durable, réduit les émissions de gaz à effet de serre et constitue une alternative pratique aux véhicules individuels. Il a aussi renforcé l'inclusion sociale et économique, en améliorant l'accès à l'emploi pour ceux sans véhicule personnel.

Entre 2009 et 2020, Metz se distingue par une progression notable par rapport aux autres grandes villes du Grand Est. Avec un taux d'utilisation des transports en commun atteignant 22,7 %, la ville affiche des avancées significatives en matière de mobilité durable, comme illustré dans le graphique ci-dessous



Evolution du taux d'utilisation des transports en commun pour aller travailler

Cette évolution découle d'une vision politique ambitieuse initiée sous Dominique Gros, en collaboration avec la Métropole. Cette progression reflète l'importance d'une action collective pour relever les défis environnementaux et sociaux actuels.

## Octobre 2024 : Le Technopôle de Metz fête ses 40 ans

Inauguré en 1984 sous l'impulsion de Jean-Marie Rausch, le **Technopôle Metz 2000** a transformé Metz en un territoire pionnier de l'économie numérique et technologique. Alliant innovation architecturale et vision économique, il a posé les bases de la mutation industrielle et de l'attractivité du territoire.

Relancé en 2008 par l'équipe de Jean-Luc Bohl et Dominique Gros, le Technopôle a bénéficié d'investissements stratégiques dans l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation. Des initiatives, comme le Plan Campus, le Contrat de Redynamisation des Sites de Défense et le Plan Lorrain, ont permis d'attirer plus de 260 M€ entre 2010 et 2017, soit 20 euros d'investissements pour chaque euro investi par Metz Métropole. Ces investissements ont renforcé sa spécialisation technologique et son rayonnement scientifique.

Le Technopôle s'est aussi doté d'une nouvelle identité avec le **Campus Technologique, au cœur de la Vallée Européenne des Matériaux et de l'Énergie**, favorisant la collaboration académique, industrielle et transfrontalière. Des infrastructures majeures comme l'Institut Lafayette, l'IRT M2P, le CEA Tech et le développement de l'Université, ont contribué à sa réinvention.

**À l'heure de ses 40 ans, le Technopôle est un modèle d'innovation et de résilience. Il est essentiel de reconnaître le rôle structurant des années 2008-2020 pour continuer à inscrire Metz dans les territoires d'avenir**

## Débat : Metz, ville de droite ou de gauche ?



Le Cercle Jean Jaurès Metz a organisé, le 13 novembre, un débat autour de la question : *Metz, ville de droite ou de gauche ?* Après une présentation de l'évolution des votes à Metz, deux grands témoins, Dominique Gros et Anthony Villeneuve, ont partagé leurs analyses et répondu aux nombreuses questions et interventions des participants. Les principales forces de la Gauche messine étaient présentes (PS-PCF-EELV-LFI) et sont intervenus au cours du débat.

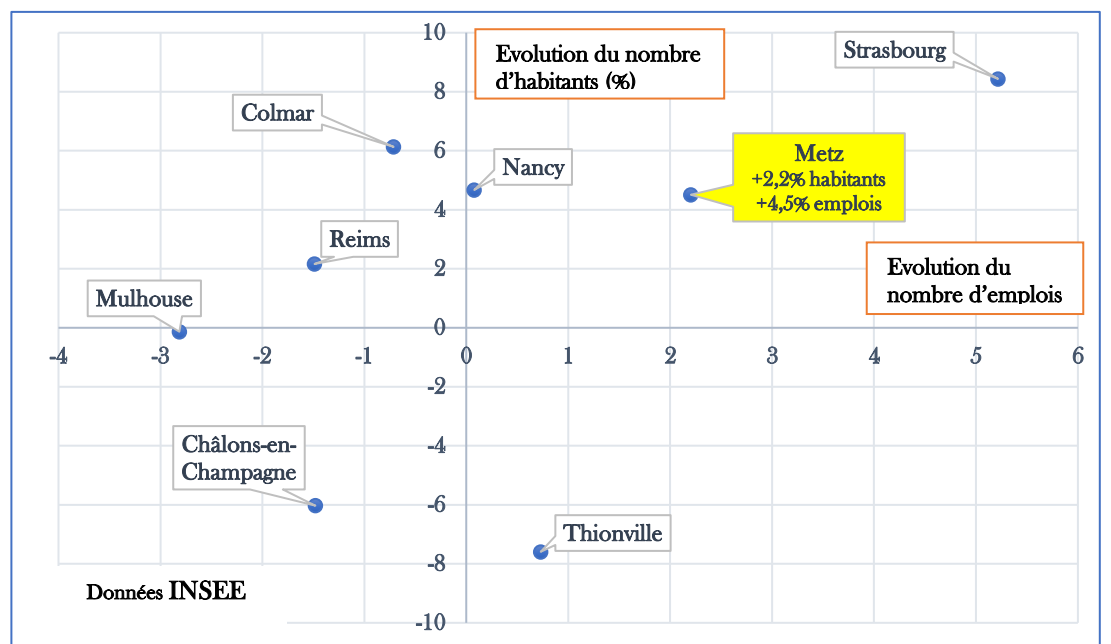
Avec cette initiative, le Cercle Jean Jaurès Metz entend contribuer à réduire la défiance envers la chose publique et à favoriser une mobilisation citoyenne en vue des prochaines échéances électorales. D'autres débats sont envisagés.

## Un très gros mensonge du Groupe Utile Pour Metz !

Dans le numéro de février-mars 2024 de Metz Magazine, le Groupe de la majorité municipale "Utile Pour Metz" revendique, dans l'expression des groupes politiques, l'augmentation de la population depuis l'arrivée de François Grosdidier à Metz en écrivant : « Les chiffres parlent également pour nous : après plusieurs années de baisse, la population messine a augmenté ces dernières années, comptant aujourd'hui plus de 120 000 habitants, la progression la plus forte de Moselle ». Mais contrairement à ce qu'affirme la liste "Utile pour Metz", les chiffres de l'INSEE ne parlent pas pour la liste conduite par François Grosdidier, mais plutôt pour la liste "Fiers d'Être Messins", car ils concernent le nombre d'habitants de Metz à la fin du second mandat de Dominique Gros !

Alors que la ville de Metz perdait des habitants et des emplois avant l'arrivée de la Gauche en 2008, les chiffres de l'INSEE montrent qu'à la fin du second mandat de Dominique Gros, Metz fait partie des rares villes de plus de 40 000 habitants de la région Grand Est qui gagnaient des habitants (+2,2 % et +2592) et des emplois (+4,5 % et +3479) sur la période 2014- 2020.

**Il s'agit donc d'un très gros mensonge de la part du Groupe Utile Pour Metz présidé par Nathalie Colin-Oesterlé.**



Evolution (%) du nombre d'habitants et d'emplois dans les 8 villes du Grand Est de plus de 40 000 habitants de 2014 à 2020

## Rejoignez le Cercle Jean Jaurès Metz

Le Cercle Jean Jaurès est un lieu unique pour exprimer ses opinions, s'enrichir collectivement et contribuer au débat public sur l'avenir de la Gauche à Metz.

Depuis sa création en 2021, le Cercle Jean Jaurès Metz a développé ses activités autour d'enjeux majeurs pour le développement de notre ville de Metz et de sa Métropole (document bilan sur les 12 années de gestion de la Gauche à Metz, propositions pour l'Université, Bliida, précarité de la jeunesse, logements, Technopôle...)

Renouvelez votre cotisation ou devenez adhérent, pour concrétiser votre engagement citoyen, faire entendre vos idées, les mettre en débat au sein d'un collectif bienveillant.

**Retrouvez-nous, adhérez et réagissez sur [Facebook](#) et notre [site internet](#)**